

Au Président du Conseil d'Etat
du canton de Vaud
M. Pascal Broulis
Rue de la Paix 6
1014 Lausanne

Lausanne, le 27 septembre 2010

Financement d'une vidéo contre l'UDC avec des fonds publics par le Bureau cantonal de l'Intégration

Monsieur le Président du Conseil d'Etat,

Lors de leur dernier Comité central, le jeudi 23 septembre 2010, c'est unanimement que les membres de notre organe dirigeant de l'UDC Vaud ont dénoncé les différentes attaques et la violence contenue dans le clip vidéo du groupe MXX contre l'UDC et certains de ses représentants. Nous ne souhaitons pas ouvrir un débat sur la qualité de ce clip intitulé "Lettre à Guillaume Tell" ou sur l'appréciation des textes du groupe précité, cependant notre parti demande instamment des excuses de la part des services de l'Etat de Vaud.

Le Bureau cantonal de l'Intégration a dépassé les limites de l'acceptable. En effet, ce bureau, en subventionnant un court-métrage du collectif de Hip Hop MXX, a financé avec l'argent du contribuable une vidéo contre un parti gouvernemental, l'UDC.

Ce court-métrage intitulé « *Lettre à Guillaume Tell* », se veut être un moyen de sensibiliser les jeunes non seulement sur le problème du racisme mais aussi de l'intégration. Cependant, lorsqu'on y regarde de plus près, ce clip vidéo est plutôt une attaque en règle contre notre parti, contre notre pays et contre ses habitants.

Les membres de l'UDC sont assimilés aux nazis, ce sont des incultes «*incapables d'aligner abc*». Après de nombreuses scènes très violentes, le clip se termine par l'assassinat, en pleine rue, d'un homme de couleur par un homme blanc.

Nous demandons également que l'Etat de Vaud s'engage à ne pas diffuser ou utiliser cette vidéo selon les objectifs fixés par le projet du Bureau cantonal de l'Intégration, soit une diffusion sur les chaînes musicales de télévision ou dans le cadre de la prévention, voire de démarches pédagogiques auprès des jeunes, pour soi-disant lutter contre le racisme et la discrimination.

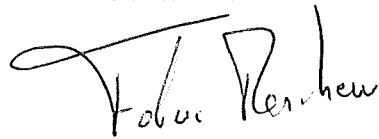
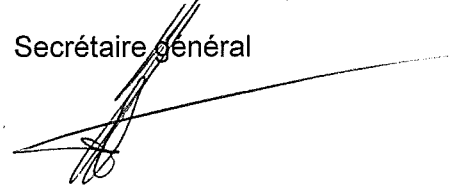
Il n'est pas admissible que l'argent des contribuables, y compris des contribuables qui soutiennent notre parti, finance un appel à la violence et un outil pédagogique qui insulte l'UDC et ses membres.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, recevez, Monsieur le Président du Conseil d'Etat, nos meilleures salutations.

Fabrice **Moscheni**, Claude-Alain **Voiblet**,

Président

Secrétaire général

Handwritten signature of Fabrice Moscheni in black ink.Handwritten signature of Claude-Alain Voiblet in black ink, with a long horizontal line extending to the right.